

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 839

28 avril 2011

SOMMAIRE

Adviser I Funds	40260	[M]development	40260
Alphas Luxembourg S.A.	40243	Opticontact S.à r.l.	40272
Angelus S.A.	40255	Participations Mercantiles S.A.	40226
Appunti S.à r.l.	40256	Participations Mercantiles S.A.	40230
Aruba S.A.	40271	Participations Mercantiles S.A.	40230
Aviation Advisory Agency, société à res- ponsabilité limitée	40260	Plainfield SP SECS Holdco I	40269
Baltray S.à r.l.	40256	ROYAL Luxembourg SOPARFI S.A.	40230
Baren Entreprises S.A.	40241	Sabina International S.A.	40226
Baron de Cartier d'Yves Participations S.A.H.	40265	Sciens International GP Heliosphera Hol- dings	40269
Bioone Luxembourg S.à r.l.	40268	S.G. Lux S.à r.l.	40237
Biscalux S.A.	40268	SK Logistic S.A.	40238
Bishops Avenue S.à r.l.	40265	Slawka S.A.	40238
BlackRock Global Funds	40259	Société Immobilière Opava S.A.	40238
Blue Vision Investment Managers S.A. ...	40260	Solupro S.A.- SPF	40238
Bominvest S.à r.l.	40256	Talmec Natur Santé S. à r.l.	40242
Business Investor Market	40268	Tercade S.A.	40242
Canons Close S.à r.l.	40269	Torqueville Investissements S.A.	40242
Cave Pearls S.à r.l.	40269	United Pilsen S.A.	40242
C&L (Lux 1) S.à r.l.	40269	US Pharmacia S.à r.l.	40255
Crèche Mes Premiers Pas	40269	Vitruvian I Luxembourg S.à r.l.	40230
Ecu Gest Holding S.A.	40265	WestPlan Industrie Holding A.G.	40271
		WestPlan Industrie Holding A.G., SPF ...	40271

Participations Mercantiles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 54.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 10 mars 2011.

Référence de publication: 2011036954/10.

(110040554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Sabina International S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 38.129.

L'an deux mille dix, le neuf décembre.

Par-devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "SABINA INTERNATIONAL S.A.", (ci-après la "Société"), établie et ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, section B, sous le numéro 38129, constituée suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 13 septembre 1991, publié au Mémorial C numéro 114 du 31 mars 1992,

dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire Jacques DELVAUX en date du 27 février 1992, publié au Mémorial C numéro 349 du 13 août 1992,

dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 31 mars 1992, publié au Mémorial C numéro 417 du 22 septembre 1992;
- en date du 20 juin 1996, publié au Mémorial C numéro 470 du 21 septembre 1996;

dont le capital social a été converti en euros par une décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 15 mars 1999, l'extrait afférent ayant été publié au Mémorial C numéro 598 du 5 août 1999;

et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 31 mars 2000, publié au Mémorial C numéro 593 du 19 août 2000;
- en date du 19 octobre 2001, publié au Mémorial C numéro 307 du 26 avril 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Luc JOURDAN, directeur de société, demeurant professionnellement à L2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Thierry NOWANKIEWICZ, employé privé, demeurant professionnellement à L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

Le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les mille cinq cent quarante (1.540) actions d'une valeur nominale de deux cent quarante-huit euros (248, EUR) chacune, intégralement libérées, représentant l'intégralité du capital social trois cent quatre-vingt-un mille neuf cent vingt euros (381.920,-EUR), sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit.

Ladite liste de présence, portant les signatures de l'actionnaire unique et des membres du bureau, restera annexée au présent acte, ensemble avec les procurations, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Constatation que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique.
2. Refonte complète des statuts de les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et notamment afin de les mettre en concordance avec la loi du 25 août 2006 ayant prévu la société anonyme unipersonnelle.
3. Nominations statutaires.
4. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de la Présidente et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, aborde les points précités de l'ordre du jour et prend, après délibération, les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'assemblée générale constate qu'à l'heure actuelle la Société n'a plus qu'un actionnaire unique.

Deuxième résolution

Suite à ce qui précède, l'actionnaire unique décide de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et notamment afin de les mettre en concordance avec la loi du 25 août 2006 ayant prévu la société anonyme unipersonnelle.

Lesdits STATUTS auront désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de "SABINA INTERNATIONAL S.A.", régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. Le siège social est établi à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Par simple décision du conseil d'administration, ou de l'actionnaire unique, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à trois cent quatre-vingt-un mille neuf cent vingt euros (381.920,- EUR), représenté par mille cinq cent quarante (1.540) actions d'une valeur nominale de deux cent quarante-huit euros (248,- EUR) chacune.

Le capital social peut-être augmenté ou réduit par décision de l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration ou de l'actionnaire unique. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

L'assemblée décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net. Sous réserve des dispositions de l'article 72 (1) de la loi modifiée du 10 août 1915, tout actionnaire a le droit de prendre part aux délibérations en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action représentative du capital social donne droit à une voix, sauf restrictions prévues par la loi. Les titres et parts bénéficiaires qui peuvent être créés ne donnent pas droit à la participation au vote.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 4^e vendredi du mois de mai à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le Président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature individuelle du Président du conseil d'administration ou par la signature collective de deux (2) administrateurs ou par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

Art. 15. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide de révoquer Mesdames Rosalinda BASTIANINI et Sabina BASTIANINI comme administrateurs de la Société et de leur accorder, par vote spécial, décharge pleine et entière pour l'exécution de leurs mandats.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique nomme l'actuel administrateur Monsieur Marino BASTIANINI, avocat, né à Rome, (Italie), le 26 novembre 1936, demeurant CH-7505 Celerina-Grigioni, 6, Via Lavinas, Chesa Plazzers, (Suisse), comme administrateur unique avec effet à partir de ce jour, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à mille euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Jean-Luc JOURDAN, Thierry NOWANKIEWICZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 décembre 2010. Relation GRE/2010/4453. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 2 février 2011.

Référence de publication: 2011017211/225.

(110020198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2011.

Participations Mercantiles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 54.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2011.

Référence de publication: 2011036955/10.

(110040555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Participations Mercantiles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 54.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2011.

Référence de publication: 2011036957/10.

(110040557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

ROYAL Luxembourg SOPARFI S.A., Société Anonyme Soparfi.

R.C.S. Luxembourg B 58.944.

Par la présente, le domiciliataire dénonce avec effet immédiat la domiciliation du siège de la société ROYAL Luxembourg SOPARFI SA, société enregistrée au Registre du Commerce Section de Luxembourg n° B58944.

Luxembourg, le 11/03/2011.

Verde-Trust Sàrl

2, rue du Fort Wallis

L-2714 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011036966/13.

(110040876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Vitruvian I Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 87.500,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 138.092.

In the year two thousand and eleven, on the seventeenth day of the month of January.

Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

VIP I Nominees Limited (as nominee for and on behalf of the Vitruvian Investment Partnership I), a private limited liability company incorporated under the laws of England, having its registered office at 105 Wigmore Street London W1U 1QY, United-Kingdom, and registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number 6403229, represented by Me Patrick Santer, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 14 January, 2011 (such proxy to be registered together with the present deed)

being the sole shareholder and holding all the seventy-five thousand (75,000) shares in issue in Vitruvian I Luxembourg S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, incorporated on 2nd April 2008 by deed of Me Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 138.092 published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), Nr. C-1269 on 24 May 2008. The articles of incorporation of the Company have been amended several times and for the last time on 6th January, 2011 by deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial.

The appearing party declared and requested the notary to record as follows:

(A) The sole shareholder holds all shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

(B) The items on which resolutions are to be passed are as follows (such items being interrelated):

1. Creation of a new class of shares, namely class D shares divided into (i) D(Cap) shares and (ii) D(Inc)senior shares and D(Inc)junior shares (collectively the "D(Inc) Shares") and insertion of a new article 5 quater in the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

" Art. 5 quater. Entitlement of D(Cap) Shares and D(Inc) Shares.

5 quater.1. Subject to Article 5 quater.2., on any distribution in respect of Project Poppy Investment, including on a redemption of convertible preferred equity certificates that may be issued to the Company, on a cancellation of the D (Cap) Shares and/or D(Inc) Shares under Article 6, a payment of dividend under Article 16 or a payment of liquidation surplus under Article 17:

(i) the D(Cap) Shares shall only be entitled to the amount representing chargeable gains in relation to the investment of the Company in Dress S.à r.l. (the "Chargeable Gains"), less any costs and taxes to the extent they relate to Capital Gains;

(ii) the D(Inc) Shares shall be entitled to any amount other than Chargeable Gains received by the Company deriving directly or indirectly from Project Poppy Investment (including for the avoidance of doubt any margin earned on the preferred equity certificates issued by the Company if any), less any costs and taxes relating thereto.

5 quater.2. The D(Inc)junior Shares shall only be entitled to the amount determined in accordance with Article 5 quater.1.(ii) if the D(Inc)senior Shares have been repurchased and cancelled in full.";

2. Increase of the issued share capital by an amount of twelve thousand five hundred Euro (€12,500) from currently seventy-five thousand Euro (€75,000) to eighty-seven thousand five hundred Euro (€87,500) by the issue of twelve thousand five hundred (12,500) class D shares divided into ten thousand (10,000) D(Cap) shares, one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)senior shares and one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)junior shares, each with a nominal value and subscription price of one Euro (€1.00), class D relating to "Project Poppy", subscription and payment by the sole shareholder of the subscription price by contribution in kind of claims of a total aggregate amount of twelve thousand five hundred Euro (€12,500), acknowledgement of a report on the contribution in kind et approval of the valuation of the contribution in kind;

3. Amendment of articles 5.1. and 5.2. of the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

" **5.1.** The Company has an issued and subscribed fully paid-up capital of eighty-seven thousand five hundred Euro (€87,500) divided into

(i) twelve thousand five hundred (12,500) Class RD Shares,

(ii) twelve thousand five hundred (12,500) Class C Shares,

(iii) twelve thousand five hundred (12,500) Class L Shares,

(iv) twelve thousand five hundred (12,500) Class B Shares divided into ten thousand (10,000) B(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) B(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) B(Inc)junior Shares (collectively the "B(Inc) Shares"),

(v) twelve thousand five hundred (12,500) Class WG Shares divided into ten thousand (10,000) WG(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) WG(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) WG(Inc)junior Shares (collectively the "WG(Inc) Shares"),

(vi) twelve thousand five hundred (12,500) Class D Shares divided into ten thousand (10,000) D(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)junior Shares (collectively the "D(Inc) Shares"), and

(vii) twelve thousand five hundred (12,500) Category X Shares,

each with a nominal value of one euro (€1.00). For the avoidance of doubt, the B(Cap) Shares and the B(Inc) Shares are the sub-classes of the Class B Shares, the WG(Cap) Shares and the WG(Inc) Shares are the sub-classes of the Class WG Shares and the D(Cap) Shares and the D(Inc) Shares are the sub-classes of the Class D Shares. The B(Inc)junior Shares, the WG(Inc)junior Shares and the D(Inc) junior Shares are hereafter referred to as the "(Inc)junior Shares" and the B(Inc)senior Shares, the WG(Inc)senior Shares and the D(Inc)senior Shares are hereafter referred to as the "(Inc) senior Shares".

5.2. The share capital may be increased by the issue of new shares upon resolution by the Shareholders meeting. The new shares may be issued in the form of share classes (including sub-classes of shares).

Each Class of Shares shall be issued in connection with the acquisition or making by the Company of a specific investment directly or indirectly (each a "Specific Investment"). The subscription price paid to the Company upon the issuance of shares of a particular class (including for the avoidance of doubt any share premium) (the "Subscription Price"), net of all costs payable by the Company in connection with such issuance including, but not limited to, capital duty, notarial fees and publication costs (the "Issuance Costs"), shall be invested directly or indirectly in one and the same Specific Investment.

Class RD relates to the Project Rouge Dragon Investment.

Class L relates to the Project Latitude Investment.

Class C relates to the Project Sapphire Investment.

Class B relates to the Project Beer Investment.

Class WG relates to the Project Orion Investment.

Class D relates to the Project Poppy Investment.

Category X is not related to a Specific Investment."

4. Addition of a new definition in article 19 of the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

Project Poppy Investment means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Dress S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Thereupon the sole shareholder has passed the following resolutions:

First resolution

It is resolved to create a new class of shares, namely class D itself divided into (i) D(Cap) shares and (ii) D(Inc)senior shares and D(Inc)junior shares (the "D(Inc) Shares").

It is acknowledged that the D(Cap) Shares and the D(Inc) Shares are sub-classes of the class D shares of the Company.

It is resolved to insert a new article 5 quater in the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

" Art. 5 quater. Entitlement of D(Cap) Shares and D(Inc) Shares.

5 quater.1. Subject to Article 5 quater.2., on any distribution in respect of Project Poppy Investment, including on a redemption of convertible preferred equity certificates that may be issued to the Company, on a cancellation of the D (Cap) Shares and/or D(Inc) Shares under Article 6, a payment of dividend under Article 16 or a payment of liquidation surplus under Article 17:

(i) the D(Cap) Shares shall only be entitled to the amount representing chargeable gains in relation to the investment of the Company in Dress S.à r.l. (the "Chargeable Gains"), less any costs and taxes to the extent they relate to Capital Gains;

(ii) the D(Inc) Shares shall be entitled to any amount other than Chargeable Gains received by the Company deriving directly or indirectly from Project Poppy Investment (including for the avoidance of doubt any margin earned on the preferred equity certificates issued by the Company if any), less any costs and taxes relating thereto.

5 quater.2. The D(Inc)junior Shares shall only be entitled to the amount determined in accordance with Article 5 quater. 1.(ii) if the D(Inc)senior Shares have been repurchased and cancelled in full."

Second resolution

It is resolved to increase the issued share capital by an amount of twelve thousand five hundred euro (€12,500) to increase it from currently seventy-five thousand Euro (€75,000) to eighty-seven thousand five hundred Euro (€87,500) by the issue of twelve thousand five hundred (12,500) class D shares divided into ten thousand (10,000) D(Cap) shares, one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)senior shares and one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)junior shares, each with a nominal value and subscription price of one euro (€1.00), class D relating to "Project Poppy".

Thereupon the sole shareholder of the Company subscribed the new class D shares so issued.

The total subscription price of the new class D shares of twelve thousand five hundred Euro (€12,500) is fully paid by the contribution in kind of claims of a total aggregate amount of twelve thousand five hundred Euro (€12,500) held by the sole shareholder against the Company.

Evidence of the contribution in kind was shown to the undersigned notary.

It is acknowledged the report by the board of managers of the Company on the contribution in kind. The conclusion of such report (a copy of which shall be registered together with the present deed) reads as follows:

"In view of the above, the Board of Managers believes that the Contribution in Kind with respect to the twelve thousand five hundred (12,500) class D shares (divided into ten thousand (10,000) D(Cap) shares and two thousand five hundred (2,500) D(Inc) shares, themselves divided into one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)senior shares and one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)junior shares) to be issued is to be valued at twelve thousand five hundred Euro (€12,500) which is equal to the subscription price of the class D shares to be so issued by the Company."

It is resolved to approve the valuation of the contribution in kind to twelve thousand five hundred euro (€12,500).

Third resolution

It is resolved to amend articles 5.1. and 5.2. of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

" **5.1.** The Company has an issued and subscribed fully paid-up capital of eighty-seven thousand five hundred Euro (€87,500) divided into

- (i) twelve thousand five hundred (12,500) Class RD Shares,
- (ii) twelve thousand five hundred (12,500) Class C Shares,
- (iii) twelve thousand five hundred (12,500) Class L Shares,
- (iv) twelve thousand five hundred (12,500) Class B Shares divided into ten thousand (10,000) B(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) B(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) B(Inc)junior Shares (collectively the "B(Inc) Shares"),
- (v) twelve thousand five hundred (12,500) Class WG Shares divided into ten thousand (10,000) WG (Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) WG(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) WG (Inc) junior Shares (collectively the "WG(Inc) Shares"),
- (vi) twelve thousand five hundred (12,500) Class D Shares divided into ten thousand (10,000) D(Cap) Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)senior Shares and one thousand two hundred fifty (1,250) D(Inc)junior Shares (collectively the "D(Inc) Shares"), and
- (vii) twelve thousand five hundred (12,500) Category X Shares,

each with a nominal value of one euro (€1.00). For the avoidance of doubt, the B(Cap) Shares and the B(Inc) Shares are the sub-classes of the Class B Shares, the WG(Cap) Shares and the WG(Inc) Shares are the sub-classes of the Class WG Shares and the D(Cap) Shares and the D(Inc) Shares are the sub-classes of the Class D Shares. The B(Inc)junior Shares, the WG(Inc)junior Shares and the D(Inc) junior Shares are hereafter referred to as the "(Inc)junior Shares" and the B(Inc)senior Shares, the WG(Inc)senior Shares and the D(Inc)senior Shares are hereafter referred to as the "(Inc) senior Shares".

5.2. The share capital may be increased by the issue of new shares upon resolution by the Shareholders meeting. The new shares may be issued in the form of share classes (including sub-classes of shares).

Each Class of Shares shall be issued in connection with the acquisition or making by the Company of a specific investment directly or indirectly (each a "Specific Investment"). The subscription price paid to the Company upon the issuance of shares of a particular class (including for the avoidance of doubt any share premium) (the "Subscription Price"), net of all costs payable by the Company in connection with such issuance including, but not limited to, capital duty, notarial fees and publication costs (the "Issuance Costs"), shall be invested directly or indirectly in one and the same Specific Investment.

Class RD relates to the Project Rouge Dragon Investment.

Class L relates to the Project Latitude Investment.

Class C relates to the Project Sapphire Investment.

Class B relates to the Project Beer Investment.

Class WG relates to the Project Orion Investment.

Class D relates to the Project Poppy Investment.

Category X is not related to a Specific Investment."

Fourth resolution

It is resolved to add a new definition in article 19 of the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

Project Poppy Investment	means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Dress S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)
--------------------------	---

There being no further business on the agenda the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase at the fixed rate registration tax perception, have been estimated at about [].one thousand five hundred Euro.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix-septième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

VIP I Nominees Limited (en tant que représentant et pour compte du Vitruvian Investment Partnership I), une «private limited company» constituée selon les lois d'Angleterre, ayant son siège social au 105 Wigmore Street, W1U 1QY, Londres, Royaume-Uni, enregistrée auprès du Registrar of Companies for England and Wales sous le numéro 6403229, représentée par Me Patrick Santer, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 14 janvier 2011 (laquelle procuration sera enregistrée avec le présent acte),

étant l'associé unique et détenant l'ensemble des soixante-quinze mille (75.000) parts sociales émises dans Vitruvian I Luxembourg S.à r.l. (la «Société») une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.092, constituée le 2 avril 2008 par acte notarié de Me Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») n° C-1269 le 24 mai 2008. Les statuts de la société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois le 6 janvier 2011 par acte du notaire soussigné, non encore publié au Mémorial.

Les parties comparantes ont déclaré et demandé au notaire soussigné d'arrêter comme suit:

(A) L'associé unique détient l'ensemble des parts sociales émises par la Société de telle sorte que les décisions peuvent valablement être prises sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

(B) Les points sur lesquels des résolutions doivent être prises sont les suivants (les points étant reliés entre eux):

1. Création d'une nouvelle classe de parts sociales, à savoir la classe D, divisée en (i) des parts sociales D(Cap) et (ii) des parts sociales D(Inc)senior et des parts sociales D(Inc)junior (collectivement les «Parts Sociales D(Inc)») et insertion d'un nouvel article 5 quater dans les statuts de la Société de la manière suivante:

« Art. 5 quater. Droits de Parts Sociales D(Cap) et des Parts Sociales D(Inc).

5 quater.1. Sous réserve de l'article 5 quater.2., lors d'une distribution en relation avec l'Investissement Projet Poppy, y compris lors d'un rachat de certificats d'actions préférentiels convertibles qui peuvent être émis à la Société, lors d'une annulation de Parts Sociales D(Cap) et/ou de Parts Sociales D(Inc) en vertu de l'article 6, d'un paiement de dividende en vertu de l'article 16 ou d'un paiement d'un boni de liquidation en vertu de l'article 17:

(i) les Parts Sociales D(Cap) seront seulement en droit de recevoir le montant représentant des gains taxables en relation avec l'investissement de la Société dans Dress S.à r.l. (les «Gains Taxables»), déduction faite de toute dépense et impôts à condition qu'ils se rapportent aux Gains Taxables;

(ii) les Parts Sociales D(Inc)seront en droit de recevoir tout montant autre que les Gains Taxables reçus par la Société découlant directement ou indirectement de l'Investissement Projet Poppy (y compris pour éviter tout doute toute marge réalisée sur les certificats d'actions préférentiels émis par la Société, s'il y en a), déduction faite de tout dépense et impôt s'y rattachant.

5 quater.2. Les Parts Sociales D(Inc)junior ne seront en droit de recevoir le montant déterminé en accord avec l'article 5 quater.1.(ii) que si les Parts Sociales D(Inc)senior ont été rachetées en annulées en entier.»;

2. Augmentation du capital social émis d'un montant de douze mille cinq cents euros (€12.500) d'actuellement soixante-quinze mille euros (€75.000) à quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (€87.500) par l'émission de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe D, divisées en dix mille (10.000) parts sociales D(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales D(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales D(Inc) junior, chacune d'un montant nominal et d'un prix de souscription d'un euro (1,00€), la classe D étant reliée au «Projet Poppy», ainsi que la souscription et le paiement par l'associé unique du prix de souscription par l'apport en nature de créances d'un montant total de douze mille cinq cents Euro (€12.500), prise de connaissance d'un rapport sur l'apport en nature et approbation de l'évaluation de l'apport en nature;

3. Modification des articles 5.1. et 5.2. des statuts de la Société de la manière suivante:

« 5.1. La Société a un capital émis et entièrement libéré de quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (€ 87.500) divisé en

(i) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe RD,

- (ii) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe C,
- (iii) douze mille cinq cents (12,500) Parts Sociales de Classe L,
- (iv) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe B divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales B(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales B(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales B(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales B(Inc)»),
- (v) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe WG divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales WG(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales WG(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales WG(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales WG(Inc)»),
- (vi) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe D divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales D(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales D(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales D(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales D(Inc)»), et
- (vii) douze mille cinq cents (12,500) Parts Sociales de Catégorie X,
d'une valeur nominale d'un euro (€ 1,00) chacune.

Afin d'éviter tout doute, les Parts Sociales B(Cap) et les Parts Sociales B(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales WG(Cap) et les Parts Sociales WG(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe WG et les Parts Sociales D(Cap) et les Parts Sociales D(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe D. Les parts sociales B(Inc)junior, les parts sociales WG(Inc)junior et les parts sociales D(Inc)junior sont appelées ci-après les «Parts Sociales (Inc)junior» et les parts sociales B(Inc)senior, les parts sociales WG(Inc)senior et les parts sociales D(Inc) senior sont appelées ci-après «Parts Sociales (Inc)senior».

5.2. Le capital social pourra être augmenté par l'émission de nouvelles Parts Sociales par une résolution prise par l'assemblée des Associés. Les nouvelles Parts Sociales pourront être émises sous forme de classe de parts sociales (y compris des sous-classes de parts sociales).

Chaque Classe de Parts Sociales sera émise en connexion avec l'acquisition ou la réalisation par la Société soit directement soit indirectement d'un investissement spécifique (chacun un "Investissement Spécifique"). Le prix de souscription reçu par la Société suite à l'émission de parts sociales d'une classe particulière (y compris et afin d'éviter tout doute, toute prime d'émission) (le "Prix de Souscription"), déduction faite de toute dépense encourue par la Société en rapport avec une telle émission y compris, mais sans limitation au droit d'apport, frais de notaire et frais de publication (les "Coûts d'Emission"), sera investi directement ou indirectement dans un même et unique Investissement Spécifique.

La Classe RD se rapporte au Projet Rouge Dragon Investissement.

La Classe L se rapporte au Projet Latitude Investissement.

La Classe C se rapporte au Projet Sapphire Investissement.

La Class B se rapporte au Projet Beer Investissement.

La Class WG se rapporte au Projet Orion Investissement.

La Class D se rapporte au Projet Poppy Investissement.

La Catégorie X ne se rapporte pas à un Investissement Spécifique.»

4. modification des articles 6.1 et 6.2 et ajout d'une nouvelle définition à l'article 19 des statuts de la Société de la manière suivante:

Projet Poppy Investissement Signifie l'investissement par le biais de Parts Sociales, prêts, certificats d'actions préférentiels ou autres instruments, convertibles ou non ou bien dans Dress S.à r.l. (et les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Sur ce l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé de créer une nouvelle classe de parts sociales, à savoir la classe D, elle-même divisée en (i) des parts sociales D(Cap) et (ii) des parts sociales D(Inc)senior et des parts sociales D(Inc)junior (collectivement les «Parts Sociales D(Inc)»).

Il est reconnu que les Parts Sociales D(Cap) et les Parts Sociales D(Inc) sont les sous-classes des parts sociales de classe D de la Société.

Il est décidé d'insérer un nouvel article 5 ter dans les statuts de la Société de la manière suivante:

« Art. 5 quater. Droits de Parts Sociales D(Cap) et des Parts Sociales D(Inc).

5 quater.1. Sous réserve de l'article 5quater.2., lors d'une distribution en relation avec l'Investissement Projet Poppy, y compris lors d'un rachat de certificats d'actions préférentiels convertibles qui peuvent être émis à la Société, lors d'une annulation de Parts Sociales D(Cap) et/ou de Parts Sociales D(Inc) en vertu de l'article 6, d'un paiement de dividende en vertu de l'article 16 ou d'un paiement d'un boni de liquidation en vertu de l'article 17:

- (i) les Parts Sociales D(Cap) seront seulement en droit de recevoir le montant représentant des gains taxables en relation avec l'investissement de la Société dans Dress S.à r.l. (les «Gains Taxables»), déduction faite de toute dépense et impôts à condition qu'ils se rapportent aux Gains Taxables;

(ii) les Parts Sociales D(Inc)seront en droit de recevoir tout montant autre que les Gains Taxables reçus par la Société découlant directement ou indirectement de l'Investissement Projet Poppy (y compris pour éviter tout doute toute marge réalisée sur les certificats d'actions préférentiels émis par la Société, s'il y en a), déduction faite de tout dépense et impôt s'y rattachant.

5 quater.2. Les Parts Sociales D(Inc)junior ne seront en droit de recevoir le montant déterminé en accord avec l'article 5quater.1.(ii) que si les Parts Sociales D(Inc)senior ont été rachetées en annulées en entier.»

Deuxième résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social émis d'un montant de douze mille cinq cents euros (€12.500) en vue de l'augmenter du montant actuel de soixante-quinze mille euros (€75.000) à quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (€87.500) par l'émission de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe D divisée en dix mille (10.000) parts sociales D(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales D(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales D(Inc)junior, ayant chacune une valeur nominale et un prix de souscription d'un euro (€ 1,00), la classe D étant reliée au Projet Poppy.

Sur ce, l'associé unique de la Société a souscrit et payé en espèces les nouvelles parts sociales de classe D ainsi émises.

Le prix total de souscription pour les nouvelles parts sociales de classe D de douze mille cinq cents euros (€ 12.500) est entièrement payé par un apport en nature de créances d'un montant total de douze mille cinq cents euros (€12.500) détenues par l'associé unique envers la Société.

La preuve de l'apport en nature a été montrée au notaire soussigné.

Un rapport du conseil de gérance de la Société sur l'apport en nature a été reconnu. La conclusion de ce rapport (dont une copie sera enregistrée avec le présent acte) se lit comme suit:

«Au vu de ce qui précède, le Conseil de Gérance estime que l'Apport en Nature en relation avec les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe D (divisées en dix mille (10.000) parts sociales D(Cap) et deux mille cinq cents (2.500) parts sociales D(Inc), elles-mêmes divisées en mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales D(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales D(Inc)junior) à émettre doit être évalué à douze mille cinq cents euros (€12.500) qui équivaut au prix de souscription des parts sociales de classe D qui sont ainsi émises par la Société.»

Il est décidé d'approuver l'évaluation de l'apport en nature à douze mille cinq cents euros (€12.500).

Troisième résolution

Il a été décidé de modifier les articles 5.1. et 5.2. des statuts de la Société de la manière suivante:

« **5.1.** La Société a un capital émis et entièrement libéré de quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (€ 87.500) divisé en

- (i) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe RD,
 - (ii) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe C,
 - (iii) douze mille cinq cents (12,500) Parts Sociales de Classe L,
 - (iv) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe B divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales B(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales B(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales B(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales B(Inc)»),
 - (v) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe WG divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales WG(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales WG(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales WG (Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales WG(Inc)»),
 - (vi) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe D divisées en dix mille (10.000) Parts Sociales D(Cap), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales D(Inc)senior et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales D(Inc) junior (ensemble les «Parts Sociales D(Inc)»), et
 - (vii) douze mille cinq cents (12,500) Parts Sociales de Catégorie X,
- d'une valeur nominale d'un euro (€ 1,00) chacune.

Afin d'éviter tout doute, les Parts Sociales B(Cap) et les Parts Sociales B(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales WG(Cap) et les Parts Sociales WG(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe WG et les Parts Sociales D(Cap) et les Parts Sociales D(Inc) sont les sous-classes des Parts Sociales de Classe D. Les parts sociales B(Inc)junior, les parts sociales WG(Inc)junior et les parts sociales D(Inc)junior sont appelées ci-après les «Parts Sociales (Inc)junior» et les parts sociales B(Inc)senior, les parts sociales WG(Inc)senior et les parts sociales D(Inc) senior sont appelées ci-après «Parts Sociales (Inc)senior».

5.2. Le capital social pourra être augmenté par l'émission de nouvelles Parts Sociales par une résolution prise par l'assemblée des Associés. Les nouvelles Parts Sociales pourront être émises sous forme de classe de parts sociales (y compris des sous-classes de parts sociales).

Chaque Classe de Parts Sociales sera émise en connexion avec l'acquisition ou la réalisation par la Société soit directement soit indirectement d'un investissement spécifique (chacun un "Investissement Spécifique"). Le prix de souscription

reçu par la Société suite à l'émission de parts sociales d'une classe particulière (y compris et afin d'éviter tout doute, toute prime d'émission) (le "Prix de Souscription"), déduction faite de toute dépense encourue par la Société en rapport avec une telle émission y compris, mais sans limitation au droit d'apport, frais de notaire et frais de publication (les "Coûts d'Emission"), sera investi directement ou indirectement dans un même et unique Investissement Spécifique.

La Classe RD se rapporte au Projet Rouge Dragon Investissement.

La Classe L se rapporte au Projet Latitude Investissement.

La Classe C se rapporte au Projet Sapphire Investissement.

La Class B se rapporte au Projet Beer Investissement.

La Class WG se rapporte au Projet Orion Investissement.

La Class D se rapporte au Projet Poppy Investissement.

La Catégorie X ne se rapporte pas à un Investissement Spécifique.»

Quatrième résolution

Il a été décidé d'ajouter une nouvelle définition à l'article 19 des statuts de la Société de la manière suivante:

Projet Poppy Investissement Signifie l'investissement par le biais de Parts Sociales, prêts, certificats d'actions préférentiels ou autres instruments, convertibles ou non ou bien dans Dress S.à r.l. (et les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, la séance est levée.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunération ou charges, quelle que soit leur forme, seront payés par la Société ou qui lui seront imputés en rapport avec son augmentation du capital social au taux fixe d'enregistrement de la perception fiscale sont estimés à [] mille cinq cents euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate qu'à la requête des parties comparantes, cet acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties comparantes la version anglaise fera foi en cas de divergence entre les textes français et anglais.

Signé: P. SANTER, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 janvier 2011. Relation: LAC/2011/3056. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 25 janvier 2011.

Référence de publication: 2011017253/368.

(110020194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2011.

S.G. Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 106, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 87.516.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des Associés tenue le 1^{er} mars 2011

Suite aux cessions intervenues ce jour, les parts sociales sont réparties comme suit entre les associés:

1) Monsieur Bernard GAUTIER

Le Bourg

F-69490 ST ROMAIN DE POPEY: soixante-seize parts sociales: 76

2) Madame Mylène DOBOSZ épouse SCHIDLER

29, rue des Aubépines

F-57310 BERTRANGE: vingt-quatre parts sociales 24

Total: cent parts sociales 100

Référence de publication: 2011036967/16.

(110040818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

SK Logistic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 131.715.

Protokoll der Beschlussfassung des Verwaltungsrates vom 11.März 2011

Durch das unterzeichnete Protokoll vom 11. März 2011 beschließt das alleinige Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaftssitz der Firma an der L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts zu verlegen

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011036983/11.

(110041186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Société Immobilière Opava S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 42A, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 45.462.

Les comptes annuels au 31/12/09 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/03/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011036985/10.

(110041014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Solupro S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 6.671.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011036988/10.

(110040795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Slawka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 108.917.

In the year two thousand and ten, on the fourteenth day of December.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "EGM") of SLAWKA S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 108.917, having its registered office at 106, Route d'Arlon, L8210 Mamer, incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 7 June 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 15 November 2005, number 1204 (the "Company"). The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a notarial deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, on 5 February 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 31 March 2010, number 683 (the "Company").

The EGM was opened at 16:00 with Ms Katia Gauzès, maître en droit, having her professional address in Luxembourg in the chair, who appointed Mrs. Solange Wolter-Schieres, employee, having her professional address in Luxembourg as secretary.

The EGM elected Ms Saskia Leal Keijzer, maître en droit, having her professional address in Luxembourg as scrutineer.

The board of the EGM having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the agenda of the EGM is the following:

Agenda

1. Reduction of the share capital of the Company by eighteen million euros (EUR 18,000,000) in order to bring its share capital from its current amount of nineteen million euros (EUR 19,000,000) to an amount of one million euros (EUR 1,000,000).

2. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company.

3. Decision of the distribution of the amount of eighteen million euros (EUR 18,000,000) resulting from the reduction of the share capital of the Company to the sole shareholder in the form of asset-linked bonds issued by the Company.

4. Decision to change the financial year of the Company.

5. Subsequent amendment of paragraph 1 of article 15 of the articles of association of the Company.

6. Subsequent amendment of paragraph 1 of article 18 of the articles of association of the Company.

7. Subsequent decision that the current financial year of the Company will end on 31 December 2010.

8. Miscellaneous.

II. - That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the EGM, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. - That the entire share capital being present or represented at the present EGM and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and had knowledge of the agenda prior to this EGM, no convening notices were necessary.

IV. - That the present EGM, representing the entire share capital, is validly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the EGM, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder of the Company resolves to reduce the share capital of the Company by eighteen million euros (EUR 18,000,000) in order to bring its share capital from its current amount of nineteen million euros (EUR 19,000,000) to an amount of one million euros (EUR 1,000,000), by the cancellation of eighteen thousand (18,000) shares having a par value of one thousand euros (EUR 1,000.-) each.

Second resolution

As a result of the above resolution, the sole shareholder of the Company resolves to amend article 5 of the articles of association of the Company which shall now read as follows:

“ **Art. 5. Corporate Capital.** The corporate capital of the company is set at one million euros (EUR 1,000,000) divided into one thousand (1,000) shares with a par value of one thousand euros (EUR 1,000) each, fully paid-in.”

Third resolution

Further to the capital reduction, the sole shareholder resolves that the amount of eighteen million euros (EUR 18,000,000) resulting from the reduction of the share capital of the Company shall be distributed to the sole shareholder in the form of asset-linked bonds issued by the Company.

Fourth resolution

The sole shareholder resolves to change the financial year of the Company which shall begin on 1st January of each year and will end on 31st December of the same year.

Fifth resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder resolves to amend paragraph 1 of Article 15 of the articles of association of the Company which shall now read as follow:

“ **Art. 15. Annual General Meeting.** The annual general meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the 15th May of each year, at 10.00 o'clock.”

Sixth resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder resolves to amend paragraph 1 of Article 18 of the articles of association of the Company which shall now read as follow:

“ **Art. 18. Accounting Year.** The Company's accounting year begins on the 1st January and ends on the 31st December.”

Seventh resolution

As a consequence of the fourth resolution here above, the sole shareholder resolves that the current financial year will end on 31 December 2010.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present stated extraordinary general meeting, are estimated at EUR 2,300.-.

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by an French version; upon request of the appearing persons and in case of divergences between the French and the English text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing persons known to the notary by their name, first name, civil status and residences, said persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, qui restera dépositaire du présent acte,

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire (l'«AGE») de SLAWKA S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois de Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108.917, ayant son siège social au 106, Route d'Arlon, L-8210 Mamer, constituée par acte de Maître Jacques Delvaux, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 7 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 15 novembre 2005, numéro 1204 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par acte de Maître Jacques Delvaux, notaire résidant à Luxembourg, en date du 5 février 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 31 mars 2010, numéro 683.

L'assemblée s'est ouverte à 16: heures sous la présidence de Madame Katia Gauzès, maître en droit demeurant à Luxembourg; qui désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Saskia Leal Keijzer, maître en droit demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, la présidente expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée a pour:

Agenda

1. Réduction du capital social de la Société par dix-huit millions d'euros (EUR 18.000.000) pour le porter de son montant actuel de dix-neuf millions d'euros (EUR 19.000.000) à un montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000).

2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société.

3. Décision de la distribution du montant de dix-huit millions d'euros (EUR 18.000.000) résultant de la réduction du capital social de la Société sera distribué à l'associé unique sous forme d'obligations dont le rendement est en relation aux rendements des actifs sous-jacents émises par la Société.

4. Décision de modifier l'année sociale de la Société.

5. Modification subséquente du paragraphe 1 de l'article 15 des statuts de la Société.

6. Modification subséquente du paragraphe 1 de l'article 18 des statuts de la Société.

7. Décision subséquente que l'année sociale en cours de la Société se terminera le 31 décembre 2010.

8. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les éventuelles procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées «ne varietur» par les comparants et le notaire.

III. Qu'il résulte de cette liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social ouvrant droit au droit de vote, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

IV. Que l'intégralité du capital social ouvrant droit au droit de vote étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée générale extraordinaire aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique de la Société décide de réduire le capital social de la Société par dix-huit millions d'euros (EUR 18.000.000) pour le porter de son montant actuel de dix-neuf millions d'euros (EUR 19.000.000) à un montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000) par annulation de dix-huit mille (18.000) actions ayant une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

Deuxième résolution

Suite à la résolution ci-dessus, l'associé unique de la Société décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social de la société est fixé à un million d'euros (EUR 1.000.000) divisé en mille (1.000) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000) chacune, entièrement libérées.»

Troisième résolution

Suite à la réduction de capital, l'associé unique décide que le montant de dix-huit millions d'euros (EUR 18.000.000) résultant de la réduction du capital social de la Société sera distribué à l'associé unique sous forme d'obligations dont le rendement est en relation aux rendements des actifs sous-jacents émises par la Société.

Quatrième résolution

L'associé unique de la Société décide de modifier l'année sociale de la Société commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Cinquième résolution

Suite à la résolution ci-dessous, l'associé unique décide de modifier le paragraphe 1^{er} de l'article 15 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 15. Assemblée générale annuelle.** L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocations le quinze mai de chaque année à 10.00 heures.»

Sixième résolution

Suite à la résolution ci-dessous, l'associé unique décide de modifier le paragraphe 1^{er} de l'article 18 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 18. Année Sociale.** L'année sociale de la société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.»

Septième résolution

Suite à la quatrième résolution ci-dessous, l'associé unique décide que l'année sociale en cours se terminera le 31 décembre 2010.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital s'élève à environ EU 2.300,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: K. GAUZES, L. KEIJZER, S. WOLTER-SCHIERES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58620 Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Référence de publication: 2011017812/172.

(110020773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2011.

Baren Entreprises S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1225 Luxembourg, 15, rue Beatrix de Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 88.419.

Assemblée générale extraordinaire du 22 février 2011

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée que les actionnaires ont décidé à l'unanimité de transférer le siège de la société à L-1225 Luxembourg 15, rue Beatrix de Bourbon.

Pour la société

Samira Diabi

Référence de publication: 2011037055/12.

(110040273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Talmec Natur Santé S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 1, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 121.787.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 10 mars 2011

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire date du 10 mars 2011 de la S.à.r.l. TALMEC NATURE SANTE, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 121787:

La nomination de Monsieur Eric DUCRET, demeurant 5 rue de la Prairie, 54200 DOMMARTIN LES TOUL (France) en tant que gérant technique pour une durée illimitée.

Pour extrait conforme.

Le 11/03/2011.

Référence de publication: 2011036997/14.

(110041203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Tercade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 114.532.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 2 février 2011

Deuxième résolution:

L'Assemblée accepte la démission de l'administrateur Monsieur Guy HORNICK et désigne en remplacement de l'administrateur démissionnaire Monsieur Gerdy ROOSE, né à Wevelgem (Belgique) le 14.02.1966, expert comptable, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, qui achèvera son mandat prenant fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TERCADE S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2011036998/16.

(110040861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Torqueville Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 117.811.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

TORQUEVILLE INVESTISSEMENTS S.A.

Signature

Référence de publication: 2011037000/12.

(110040697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

United Pilsen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 141.682.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 23 février 2011

Première résolution

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Alain Heinz, administrateur de la Société et résidant professionnellement à L-1511 Luxembourg 121, Avenue de la Faïencerie;

Deuxième résolution

L'assemblée accepte de nommer Mr Igor Moiseevich Shamis, en tant qu'administrateur de la Société avec effet rétroactif au 3.01.2011 et résidant professionnellement à Skatertniy 18, Moscow, 121069, Russian Federation.

Troisième résolution

L'assemblée constate le transfert d'adresse professionnelle de Mr Fabio Mazzoni, administrateur de la Société et de Mademoiselle Violène Rosati, administrateur de la Société, au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Pour extrait

La société

Signature

Référence de publication: 2011037002/20.

(110040578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Alphas Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 158.569.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh day of January.

Before the undersigned, Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

MaplesFS (Luxembourg) S.A., a limited liability company, having its registered office at 1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette, and entered in the Register of Commerce and Companies in Luxembourg, under the number B 124056 (the Shareholder), duly represented by Mr. Dylan DAVIES with professional address at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, by virtue of a power of attorney delivered to him.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the Shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation (the Articles) of a company, which it declares to establish as follows:

Art. 1. Form and Name. There exists a public limited liability company (*société anonyme*) under the name of ALPHAS LUXEMBOURG S.A. (the Company) qualifying as a securitisation company (*société de titrisation*) within the meaning of the Luxembourg act dated 22 March 2004 relating to securitisation, as amended (the Securitisation Act 2004).

The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (Luxembourg). It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in article 22 below.

Art. 4. Corporate objects. The corporate objects of the Company are to enter into, perform and serve as a vehicle for, any securitisation transactions as permitted under the Securitisation Act 2004.

The Company may acquire or assume, directly or through another entity or vehicle, the risks relating to the holding or ownership of claims, receivables and/or other goods, either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties, by issuing securities (*valeurs mobilières*) of any kind whose value or return is linked to these risks. The Company may assume or acquire these risks by acquiring, by any means, claims, structured deposits, receivables and/or other goods, structured products relating to commodities or assets, by guaranteeing the liabilities or commitments of

third parties or by binding itself in any other way. The method that will be used to determine the value of the securitised assets will be set out in the relevant issue documents entered into by the Company.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, proceed, so far as they relate to securitisation transactions, to (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings and exchangeable or convertible securities), structured products relating to commodities or assets (including debt or equity securities of any kind), receivables, claims or loans or other credit facilities (and the agreements relating thereto) as well as all other types of assets, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above) in accordance with the provisions of the relevant issue documentation.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004 and for as long as it is necessary to facilitate the performance of its corporate objects, borrow in any form and enter into any type of loan agreement. It may issue notes, bonds (including exchangeable or convertible securities and securities linked to an index or a basket of indices or shares), debentures, certificates, shares, beneficiary shares or parts, warrants and any kind of debt or equity securities, including under one or more issue programmes. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, within the limits of the Securitisation Act 2004 and provided such lending or such borrowing relates to securitisation transactions, to its subsidiaries or affiliated companies or to any other company.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, give guarantees and grant security over its assets in order to secure the obligations it has assumed for the securitisation of those assets or for the benefit of investors (including their trustee or representative, if any) and/or any issuing entity participating in a securitisation transaction of the Company. The Company may not pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets or transfer its assets for guarantee purposes, unless permitted by the Securitisation Act 2004.

The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions for as long as such agreements and transactions are necessary to facilitate the performance of the Company's corporate objects. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Board is entitled to create one or more compartments (referencing the assets of the Company relating to an issue by the Company of securities), in each case, corresponding to a separate part of the Company's estate. The Company may appoint one or more fiduciary representatives as described in articles 67 to 84 of the Securitisation Act 2004.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects of the Company shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided that it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the Securitisation Act 2004.

Art. 5. Share capital. The subscribed share capital is set at EUR 31,000 (thirty one thousand euro) consisting of 310 (three hundred and ten) ordinary shares in registered form with a par value of EUR 100 (one hundred euro) each.

The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 22 below.

Art. 6. Shares. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

A register of the shareholder(s) of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholders. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid up on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 7. Transfer of shares. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 8. Debt securities. Debt securities issued by the Company in registered form (obligations nominatives) may, under no circumstances, be converted into debt securities in bearer form (obligations au porteur).

Art. 9. Meetings of the shareholders of the Company. In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred on the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General

Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the fourth Tuesday in March of each year at 2.00 p.m. CET. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 10. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or by e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name (including the first name), address and the signature of the relevant shareholder, (ii) the indication of the shares for which the shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Company 72 (seventy-two) hours before the relevant General Meeting.

Art. 11. Management. In these Articles, any reference to the Board shall be a reference to the Sole Director (as defined below) (in the case that the Company has only one director) as long as the Company has only one shareholder.

For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only who does not need to be a shareholder of the Company. Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors who need not be shareholders of the Company. In that case, the General Meeting must appoint at least two new members of the Board in addition to the then existing Sole Director. The member(s) of the Board shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

When a legal person is appointed as a member of the Board (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915).

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting.

Art. 12. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the Chairman) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or by proxy at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another director as his or her proxy.

One member of the Board may represent one prevented member at a meeting of the Board and there must always be at least two members who are either present in person or who assist at such meeting by way of conference call, video conference or any means of communication that complies with the requirements set forth in the next following paragraph, participate in a meeting of the Board.

Any director may participate in a meeting of the Board, and will be considered as having been personally present at such meeting, by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing, provided such resolution is preceded by a deliberation between the directors by such means as is, for example, described under paragraph 7 of this article 12. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each and every directors. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 12 does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 13. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director. The resolutions passed by the Sole Director are documented by written minutes held at the Company's registered office.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting. The minutes relating to the resolutions taken by the Sole Director shall be signed by the Sole Director.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, any two members of the Board or the Sole Director (as the case may be).

Art. 14. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest, including the power to transfer, assign or dispose of the assets of the Company in accordance with the Securitisation Act 2004 and the relevant issue documentation. All powers not expressly reserved by the Companies Act 1915 or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 15. Delegation of powers. The Board may appoint a person (*délégué à la gestion journalière*), either a shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The Board may appoint a person, either a shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 16. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by (i) the joint signatures of any two members of the Board, or (ii) in the case of a sole director, the sole signature of the Sole Director or (iii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

Art. 17. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. This paragraph does not apply for so long as the Company has a Sole Director.

For so long as the Company has a Sole Director, the minutes of the General Meeting shall set forth the transactions entered into by the Company and the Sole Director and in which the Sole Director has an opposite interest to the interest of the Company.

The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board or the Sole Director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 18. Statutory Auditor(s). The operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The statutory auditor(s) shall be appointed by the Board in accordance with the Securitisation Act 2004. The Board will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 19. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1 January and shall terminate on 31 December of each year.

Art. 20. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may, in its sole discretion, decide to pay dividends from time to time, as it believes best suits the corporate purpose and policy.

The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915.

Art. 21. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 22 below. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 22. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Companies Act 1915.

Art. 23. Segregation of assets. If as of any payment date of the assets relating to a compartment (including a hedging agreement entered into by the Company in connection with a compartment) the total amount of monies received under the assets of that compartment exceeds the payments to be made by the Company under the same compartment, the Board may use the excess amount to pay off the claims of those creditors of the Company whose claims cannot be allocated to a particular compartment.

The assets allocated to a compartment are exclusively available to (1) the investors in that compartment (the Investors), (2) the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and who are provided for in the priority of payments provisions of the relevant issue documentation (the Transaction Creditors), (3) the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and who are not provided for in the priority of payments provisions of the relevant issue documentation (the Compartment-Specific Claims Creditors and, together with the Transaction Creditors, the Creditors) and (4), subject to the provisions of the next following paragraph, the creditors whose claims have not arisen in connection with the creation, operation or liquidation of a compartment and who have not waived their recourse to the assets of any compartment of the Company (the Non Compartment-Specific Claims Creditors).

The rights of the Non Compartment-Specific Claims Creditors shall be allocated by the Company, on a half year basis in arrears, to all the compartments, on an equal basis and pro rata temporis for compartments created within such half year, where the relevant issue documentation expressly authorises Non Compartment-Specific Claims Creditors to have recourse against the assets allocated to such compartments. Such right of a Non Compartment-Specific Claims Creditor against a compartment are hereinafter referred to as the Pro Rata Rights.

The Investors and the Creditors acknowledge and accept that once all the assets allocated to the compartment under which they have invested or in respect of which their claims have arisen, have been realised, they are not entitled to take any further steps against the Company to recover any further sums due and the right to receive any such sum shall be extinguished. Each Non Compartment-Specific Claims Creditor acknowledges and accepts that once all the assets allocated to a compartment in respect of which it has Pro Rata Rights, have been realised, it is not entitled to take any further

steps against the Company to recover such Pro Rata Rights and the right to receive any sum in respect of the Pro Rata Rights shall be extinguished.

The Compartment-Specific Claims Creditors and the Non Compartment-Specific Claims Creditors expressly accept, and shall be deemed to have accepted by entering into contractual obligations with the Company, that priority of payment and waterfall provisions will be included in the relevant issue documentations and they expressly accept, and shall be deemed to have accepted the consequences of such priority of payments and waterfall provisions.

The rights of the shareholders of the Company are limited to the assets of the Company which are not allocated to a compartment.

Art. 24. Prohibition to petition for bankruptcy of the Company or to seize the assets of the Company. In accordance with article 64 of the Securitisation Act 2004, any Investor in, and any Creditor and shareholder of, the Company and any person which has entered into a contractual relationship with the Company (the Contracting Party) agrees, unless expressly otherwise agreed upon in writing between the Company and the Investor, the Creditor or the Contracting Party, not to (1) petition for bankruptcy of the Company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company or (2) seize any assets of the Company, irrespective of whether the assets in question belong to (i) the compartment in respect of which the Investor has invested or in respect of which the Creditor or the Contracting Party have contractual rights against the Company, (ii) any other compartment or (iii) the assets of the Company which have not been allocated to a compartment (if any).

Art. 25. Subordination. Any claims which the shareholders of the Company may have against the Company (in such capacity) are subordinated to the claims which any creditors of the Company (including the Creditors) or any investors in the Company (including the Investors) may have.

The Investors accept and acknowledge that their rights under a compartment may be subordinated to the rights of other Investors under, and/or Creditors of, the same compartment.

Art. 26. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915 and the Securitisation Act 2004.

Transitory provisions

The first business year begins today and ends on 31 December 2011.

The first annual General Meeting will be held in 2012.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to 310 (three hundred and ten) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been paid up by the Shareholder to an extent of 100% (one hundred per cent.) by payment in cash, so that the sum of EUR 31,000 (thirty one thousand euros) paid by the Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the Companies Act 1915 have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act 1915.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at EUR 2,500.-.

Resolutions of the shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. the number of directors is set at 3 (three) directors;

2. the following persons are appointed as directors:

- Dylan DAVIES, company director, born on 16 November 1966 in Swansea, United Kingdom, with professional address at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;

- Cedric BRADFER, company director, born on 2 August 1978 in Chambéry, Belgium, with professional address at 2, rue Albert Borschette, L1246 Luxembourg; and

- Ronan CARROLL, company director, born on 11 November 1971 in Dublin, Ireland, with professional address at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;

3. that the term of office of the director will expire after the annual General Meeting of the year 2016; and

4. that the address of the registered office of the Company is at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing person and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, name, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-septième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire, résident à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

MaplesFS (Luxembourg) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois (l'Actionnaire) ayant son siège social au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg et enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, numéro B 124056, ici dûment représenté par Monsieur Dylan DAVIES ayant son adresse professionnelle au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante ainsi que par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte notarié pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant en sa qualité de représentant de l'Actionnaire, a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts (ci-après, les Statuts) d'une société anonyme qu'il déclare constituer et qu'il a arrêtés comme suit:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de ALPHAS LUXEMBOURG S.A. (ci-après, la Société) ayant la qualité de société de titrisation au sens de la loi luxembourgeoise du 22 mars 2004 relative à la titrisation telle que modifiée (ci-après, la Loi sur la Titrisation de 2004).

La Société peut avoir un associé unique (ci-après, l'Associé Unique) ou plusieurs actionnaires. La société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg). Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (ci-après, le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (ci-après, l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces événements extraordinaires. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après.

Art. 4. Objet Social. La Société a pour objet social de s'engager, de fonctionner et de servir comme véhicule pour toute transaction de titrisation permise par la Loi sur la Titrisation de 2004.

La Société peut acquérir ou supporter, directement ou par l'intermédiaire d'une autre entité ou d'un autre organisme, les risques liés à la propriété ou la détention de titres, de créances et/ou d'autres biens, mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, et/ou risques liés aux dettes ou engagements de tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers en émettant des valeurs mobilières dont la valeur ou le rendement dépende de ces risques. La Société peut supporter ces risques en acquérant par tout moyen les titres, créances et/ou autres biens, dépôts structurés sous forme de contrats dérivés, produits dérivés sur matières premières et/ou de tous biens, en garantissant les dettes ou les engagements de tiers ou en s'obligeant de toute autre manière. La méthode utilisée pour le calcul de la valeur des biens titrisés sera décrite dans les documents relatifs aux conditions particulières de l'émission acceptés par la Société.

La Société peut, dans les limites posées par la Loi sur la Titrisation de 2004, procéder, à condition que ces opérations aient trait à des opérations de titrisation, à (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou par des fonds étrangers, ou tout autre organisme similaire et des obligations échangeables ou convertibles), de produits dérivés sur matières premières ou sur tous biens (incluant des valeurs mobilières de toutes sortes), créances, prêts ou toute autre facilité de crédit (ainsi que les conventions y relatives) ainsi que tout autre type de biens et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus) conformément aux dispositions de la documentation d'émission des titres en question.

La Société peut, dans les limites posées par la Loi sur la Titrisation de 2004 et aussi longtemps que cela s'avère nécessaire pour l'accomplissement de son objet social, emprunter sous quelque forme que ce soit et être partie à tout type de contrat de prêt. Elle peut procéder à l'émission de titres de créances, d'obligations (notamment des obligations échangeables ou convertibles ainsi que des obligations liées à un indice ou à un panier d'indices ou d'actions), de certificats, d'actions, de parts ou d'actions bénéficiaires, de warrants et de titres de dette ou de capital de toute sorte, y compris sous un ou plusieurs programmes d'émissions. Dans les limites posées par la Loi sur la Titrisation de 2004, la Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant d'emprunts et/ou d'émissions de titres, à ses filiales, à des sociétés affiliées et à toute autre société à condition que ces emprunts ou ces prêts aient trait à une ou plusieurs opérations de titrisation.

La Société peut, dans les limites posées par la Loi sur la Titrisation de 2004, consentir des garanties ou des sûretés sur ses avoirs afin d'assurer le respect des obligations qu'elle assume pour la titrisation de ses actifs ou dans l'intérêt des investisseurs (y compris son "trustee" ou son mandataire, s'il y en a) et/ou de toute entité participant à une opération de titrisation de la Société. La Société ne peut pas nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs ou donner ses avoirs à titre de garantie, sauf dans les circonstances où la Loi sur la Titrisation de 2004 le permet.

La Société peut passer, exécuter, délivrer ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêt de titres ainsi que toutes autres opérations similaires aussi longtemps que ces contrats et transactions s'avèrent nécessaires pour l'accomplissement de l'objet de la Société. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

Le Conseil d'Administration peut créer un ou plusieurs compartiments (représentant les actifs de la Société relatifs à une émission de titres de la Société) correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société. La Société peut nommer un ou plusieurs représentants-fiduciaires tels que décrits dans les articles 67 à 84 de la Loi sur la Titrisation de 2004.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toutes opérations ou transactions qu'elle considère nécessaires ou utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large autorisée par la Loi sur la Titrisation de 2004.

Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après.

Art. 6. Actions. Les actions sont et resteront nominatives.

Un registre de(s) actionnaire(s) est tenu au siège social de la Société où il peut être consulté par tout actionnaire. Ce registre contient le nom de tout actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts des actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions est établie par inscription dans ledit registre.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des Actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres instruments de transfert, dans lequel les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, et jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Obligations. Les obligations émises par la Société sous forme nominative ne peuvent, en aucun cas, être converties en obligations au porteur.

Art. 9. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un Associé Unique, l'Associé Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (ci-après, l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le quatrième mardi de mars de chaque année à 14:00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Tout actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en continu et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 10. Délais de convocation, Quorum, Procurations, Avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax, par câble, par télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale à la condition que les bulletins de vote incluent (i) les nom, prénom adresse et signature des actionnaires, (ii) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (iii) l'ordre du jour tel que décrit dans la convocation et (iv) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque sujet de l'ordre du jour. Les bulletins de vote originaux devront être envoyés à la Société 72 (soixante-douze) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Art. 11. Administration de la Société. Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration est une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un associé unique.

Tant que la Société n'a qu'un associé unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société (ci-après, l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne sont pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs sont élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils sont rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (ci-après, la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui la représentera comme Administrateur Unique ou Administrateur de la Société, conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (ci-après, la Loi sur les Sociétés de 1915).

Le(s) administrateur(s) sont élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société déterminent également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale de la Société.

Art. 12. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (ci-après, le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président préside toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommera un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration sont convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration est donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant aux lieux et places prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur peut se faire représenter au Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise un autre administrateur comme son mandataire.

Un membre du Conseil d'Administration peut représenter un administrateur empêché lors de la réunion du Conseil d'Administration si au moins deux administrateurs sont physiquement présents à la réunion du Conseil d'Administration ou y participent par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire remplissant les conditions visées au paragraphe ci-dessous.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration, et sera considéré comme ayant été présent personnellement pendant cette réunion, par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en continu et (iv) les membres du Conseil d'Administration peuvent valablement délibérer.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion sera prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 7 du présent article 12. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision est la date de la dernière signature.

L'article 12 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 13. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et Des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique sont inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par le Président ou un autre Administrateur qui en aura assumé la présidence.

Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique sont signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs sont signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

Art. 14. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société, et notamment le pouvoir de transférer, céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004 et conformément aux dispositions de la documentation d'émission des titres en question. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 15. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent au sein de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration d'une telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 16. Signatures autorisées. La Société est engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux administrateurs ou (ii) la signature de l'Administrateur

Unique dans l'hypothèse d'un administrateur unique ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 17. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Ce paragraphe ne s'applique pas tant que la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Tant que la Société est administrée par un administrateur unique, les procès-verbaux de l'Assemblée Générale devront décrire les opérations dans lesquelles la Société et l'Administrateur Unique se sont engagés et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à celui de la Société.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 18. Réviseur(s) d'entreprises. Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréé(s). Le ou les réviseurs d'entreprises agréé(s) sont nommés par le Conseil d'Administration conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004. Le Conseil d'Administration déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

Art. 19. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 20. Affectation des Bénéfices. Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 21. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 22. Modifications statutaires. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 23. Séparation des biens. Si, à toute date où un paiement est dû en relation avec les actifs d'un compartiment (y compris les contrats de couverture passés par la Société en relation avec un compartiment), le montant total des paiements reçus au titre des actifs excède les paiements devant être faits par la Société sous ce compartiment, le Conseil d'Administration peut utiliser le surplus pour satisfaire les créances d'autres créanciers de la Société dont les créances ne peuvent pas être affectées à un compartiment déterminé.

Les actifs affectés à un compartiment déterminé sont exclusivement à la disposition (1) des investisseurs de ce compartiment (les Investisseurs), (2) des créanciers dont les créances sont nées en relation avec la création, le fonctionnement et la liquidation de ce compartiment et lesquels sont prévus dans les dispositions ayant trait aux priorités de paiement dans la documentation d'émission pertinente (les Créanciers de Transaction), (3) des créanciers dont les créances sont nées en relation avec la création, le fonctionnement et la liquidation de ce compartiment et non prévues dans l'ordre de priorité des documents d'émission pertinents (les Créanciers de Revendications Spécifiques au Compartiment et, ensemble avec les Créanciers de Transaction, les Créanciers) et (4), sous réserve des dispositions du prochain paragraphe,

des créanciers dont les créances ne sont pas issues de la création, du fonctionnement ou de la liquidation d'un compartiment et qui n'ont pas renoncé à leur recours aux biens de tout compartiment de la Société (les Créanciers de Revendications Non Spécifiques au Compartiment).

Les droits des Créanciers de Revendications Non Spécifiques au Compartiment doivent être alloués par la Société, sur base biannuelle et en arrière à tous les compartiments, de manière équitable et au pro rata temporis en ce qui concerne les compartiments créés au cours de cette moitié d'année, sous réserve que la documentation d'émission en question autorise de manière expresse des Créanciers de Revendications Non-Spécifiques au Compartiment d'avoir recours aux biens alloués à de tels compartiments. Ce droit d'un Créancier de Revendications Non Spécifiques au Compartiment contre un compartiment est ci-après désigné par le terme Droits Pro Rata.

Les Investisseurs et les Créanciers reconnaissent et acceptent qu'une fois que tous les actifs alloués au compartiment dans lequel ils ont investi ou à l'occasion duquel leurs créances sont nées, ont été réalisés, ils ne sont pas autorisés à entreprendre quelques démarches que ce soient à l'encontre de la Société en vue de recouvrer toute autre somme due et que le droit de recevoir une telle somme sera éteint. Chaque Créancier de Revendications Non Spécifiques au Compartiment reconnaît et accepte qu'une fois que tous les actifs alloués au compartiment contre lequel il a de Droits Pro Rata, ont été réalisés, il n'est pas autorisé à entreprendre quelque démarche à l'encontre de la Société en vue de recouvrer toute autre somme due et que le droit de recevoir une telle somme en vertu des Droits Pro Rata sera éteint.

Les Créanciers de Revendications Spécifiques au Compartiment et les Créanciers de Revendications Non-Spécifiques au Compartiment acceptent de manière expresse, ou seront réputés avoir accepté en contractant avec la Société, que des dispositions ayant trait aux priorités de paiement et à l'ordre de paiement seront incluses dans la documentation d'émission pertinente et ils acceptent également de manière expresse, ou seront réputés avoir accepté, les conséquences de ces dispositions ayant trait aux priorités de paiement et l'ordre de paiement.

Les droits des actionnaires de la Société sont limités aux actifs de la Société qui ne sont pas alloués à un compartiment.

Art. 24. Interdiction d'assigner la Société en faillite ou de saisir les actifs de la Société. Conformément à l'article 64 de la Loi sur la Titrisation de 2004, tout Investisseur dans, et tout Créancier et actionnaire de, la Société et toute personne qui est contractuellement liée avec la Société (la Partie Contractante) acceptent, à moins qu'il n'en ait été expressément convenu autrement par écrit entre la Société et un Investisseur, un Créancier ou la Partie Contractante de ne pas (1) assigner la Société en faillite ou de requérir contre la Société l'ouverture de toute autre procédure collective ou mesure de réorganisation ou de (2) saisir quelque actif que ce soit de la Société, sans considération du fait que les actifs en question (i) appartiennent au compartiment dans lequel l'Investisseur a investi ou dans lequel le Créancier ou la Partie Contractante ont des droits contractuels contre la Société ou (ii) à tout autre compartiment ou (iii) font partie des actifs de la Société qui n'ont pas été alloués à un compartiment (le cas échéant).

Art. 25. Subordination. Tous les créances que les actionnaires de la Société pourraient avoir à l'encontre la Société (en cette capacité) sont subordonnés aux créances que tout créancier de la Société (y compris les Créanciers) ou tout investisseur (y compris les Investisseurs) pourraient avoir à l'encontre de la Société.

Les Investisseurs acceptent et reconnaissent que leurs droits dans un compartiment peuvent être subordonnés aux droits d'autres Investisseurs dans, et/ou de Créanciers de, ce même compartiment.

Art. 26. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 et de la Loi sur la Titrisation de 2004.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2011.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2012.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant déclare qu'il souscrit les 310 (trois cent dix) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions ont été libérées par l'Actionnaire à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de EUR 31.000 (trente et un mille euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915 et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi sur les sociétés de 1915.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de 2.500,-EUR.

Résolutions de l'actionnaire

Le comparant susvisé, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. le nombre d'administrateurs est fixé à 3 (trois) administrateurs;
2. les personnes suivantes sont nommées administrateurs:
 - Dylan DAVIES, directeur de société, né le 16 novembre 1966 à Swansea, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;
 - Cedric BRADFER, directeur de société, né le 2 août 1978 à Chambéry, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;
 - Ronan CARROLL, directeur de société, né le 11 novembre 1971 à Dublin, Irlande, ayant son adresse professionnelle au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;
3. le mandat de l'administrateur ainsi nommé prendra fin à l'issue de la décision annuelle statutaire de l'Assemblée Générale de l'année 2016; et

4. le siège social de la société est fixé au 2, rue Albert Borschette, L1246 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ce même comparant et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Dylan DAVIES, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 2 février 2011. Relation GRE/2011/599. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, le 2 février 2011.

Référence de publication: 2011017513/690.

(110020756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2011.

US Pharmacia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 99.517.

—
EXTRAIT

En date du 10 mars 2011, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Marjoleine van Oort, en tant que gérant, est acceptée avec effet au 23 février 2011.
- Wim Rits, avec adresse professionnelle au "15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg", est élu nouveau gérant de la société avec effet au 23 février 2011 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 mars 2011.

Référence de publication: 2011037003/15.

(110040725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Angelus S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1225 Luxembourg, 15, rue Beatrix de Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 134.513.

—
Assemblée générale extraordinaire du 22 février 2011

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée que les actionnaires ont décidé à l'unanimité de transférer le siège de la société à L-1225 Luxembourg 15, rue Beatrix de Bourbon.

Pour la société

Samira Diabi

Référence de publication: 2011037048/12.

(110040271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Baltray S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 140.224.

Par le présent avis, le gérant informe les tiers du changement de dénomination sociale de l'associé unique de la Société, Tri Investment Funds ICVC, immatriculée au Royaume-Uni sous le numéro IC000391, désormais Huet Capital Investment Funds ICVC, Société d'investissement à capital variable dont le siège est toujours établi au 73 New Bond Street, GB-W1S 1RS London.

Luxembourg, le 8 mars 2011.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Référence de publication: 2011037052/14.

(110039888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Bominvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.196.581,54.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 140.014.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de Monsieur David HALL, gérant de la Société, avec effet immédiat:

- La Ronceraie, La Rue de la Hauteur, Trinity, Jersey JE3 5FB.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011037053/15.

(110040008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Appunti S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 60.150,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 135.813.

In the year two thousand ten, on the twentieth day of December.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Appunti S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 135.813 (the Company). The Company has been incorporated on December 20, 2007 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°-517 of February 29, 2008. The articles of association of the Company have been amended for the last time on December 20, 2007, pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, prenamed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°-513 of February 28, 2008.

There appeared:

1. Syntegra Investments III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 11A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 190.690, here represented by Giovanni La Forgia, with professional address in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

2. ISTIFID SOCIETÀ FIDUCIARIA E DI REVISIONE p.a., an Italian trust company, duly authorized to perform its activity pursuant to Italian Law 23rd November 1939 n. 1966 and subsequent modifications, having its registered office at 51, viale Jenner, 20159 Milan, registered with the Milan Companies Register under number 01863180152,

here represented by Giovanni La Forgia, with professional address in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

(Hereinafter the Shareholders)

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record the following:

1. That the entirety of the voting share capital of the Company is duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

2. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of convening notices.

2. Amendment of the articles of association of the Company (the Articles) by inserting the following definitions into article 1 of the Articles:

“Person means any individual, corporation, partnership, firm, association, unincorporated, organization or other legal entity.

Transfer means any act of sale and any other act or agreement, whether *inter vivos* or *mortis causa*, with or without valuable consideration (including, without limitation, sales, exchanges, usufruct, contributions to share capital, creation of security interests, enforcement of security, forced sales and forced assignments, granting of any beneficial ownership rights or any other rights of use or possessory lien, securities lending, mergers and spin-offs) that result in the direct or indirect transfer of the direct or indirect ownership or any right in or relating to the shares or interests in Moleskine to a Person. The terms “to transfer”, “transferred”, “transferor” and “transferee”, have a meaning consistent with that of transfer.”

3. Amendment of article 5.1 of the Articles which will have the following wording:

“ 5.1. The Company is formed for a limited period of time. The Company’s term shall automatically end upon the effective date of the direct or indirect Transfer of the entirety of the Company’s or, as the case may be, the Company’s Affiliate’s shares in Moleskine to any Person, unless such Person is an Affiliate of the Company in which the Company holds directly or indirectly a majority of the share capital, and the Managers shall be appointed as liquidators of the Company in accordance with article 21.2 of these Articles.”

4. Miscellaneous.

3. That the Shareholders have taken the following resolutions unanimously:

First Resolution:

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second Resolution:

The Meeting resolves to insert a new definition of “Person” and “Transfer” in the definition section of article 1 of the Articles, such definitions to read as follows:

“Person means any individual, corporation, partnership, firm, association, unincorporated, organization or other legal entity.

Transfer means any act of sale and any other act or agreement, whether *inter vivos* or *mortis causa*, with or without valuable consideration (including, without limitation, sales, exchanges, usufruct, contributions to share capital, creation of security interests, enforcement of security, forced sales and forced assignments, granting of any beneficial ownership rights or any other rights of use or possessory lien, securities lending, mergers and spin-offs) that result in the direct or indirect transfer of the direct or indirect ownership or any right in or relating to the shares or interests in Moleskine to a Person. The terms “to transfer”, “transferred”, “transferor” and “transferee”, have a meaning consistent with that of transfer.”

Third Resolution:

The Meeting resolves to amend article 5.1 of the Articles, so that it shall henceforth read as follows:

“ 5.1. The Company is formed for a limited period of time. The Company’s term shall automatically end upon the effective date of the direct or indirect Transfer of the entirety of the Company’s or, as the case may be, the Company’s Affiliate’s shares in Moleskine to any Person, unless such Person is an Affiliate of the Company in which the Company holds directly or indirectly a majority of the share capital, and the Managers shall be appointed as liquidators of the Company in accordance with article 21.2 of these Articles.”

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,300.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, which is known to the notary by its surname, name, civil status and residence, the said proxy holder of the appearing parties signed the present deed together with the notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt décembre.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Appunti S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 15, rue Edward Steichen, L 2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.813 (la Société). La Société a été constituée le 20 décembre 2007 suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°-517 du 29 février 2008. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 20 décembre 2007 suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, prénommée, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°-513 du 28 février 2008.

Ont comparu:

1. Syntegra Investments III S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 11A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.690,

ici représentée par Giovanni La Forgia, ayant adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2. ISTIFID SOCIETÀ FIDUCIARIA E DI REVISIONE p.a., une société fiduciaire de droit Italien, dûment autorisé à exercer ses activités sur base de la loi Italienne du 23 novembre 1939 n. 1966 telle que modifiée, ayant son siège social à 51 viale Jenner, 20159 Milan, enregistrée au Registre des Sociétés de Milan sous le numéro 01863180152,

ici représentée par Giovanni La Forgia, ayant adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

(ci-après collectivement les Associés)

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes, ainsi que par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte notarié pour être soumises ensemble aux formalités d'enregistrement.

Les Associés ont requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

1. Que l'entière du capital social votant de la Société est dûment représenté à cette Assemblée laquelle est partant régulièrement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour, reproduit ci-après;

2. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation.

2. Modification des statuts de la Société (les Statuts) en insérant les définitions suivantes dans l'article 1 des Statuts:

«Personne signifie tout(e) individu, société, firme, association, organisation non constituée ou personne morale.

Cession signifie tout acte de vente ou tout autre acte ou contrat, qu'il soit effectué entre vifs ou à cause de mort, avec ou sans contrepartie de valeur (incluant sans limitation, ventes, échanges, usufruit, apports au capital social, création de sûretés réelles, exécution de garantie, ventes forcées et cession forcées, l'octroi de droits de propriété bénéficiaire ou tous autres droits d'usage ou droit de rétention, prêts de titres, fusions, ou produits dérivés) qui résultent en une cession directe ou indirecte de la propriété directe ou indirecte ou de tout droit sur ou en relation avec les actions ou les intérêts dans Moleskine à une Personne. Les termes "céder", "cédé", "cédant" et "cessionnaire" ont une signification consistante avec la présente définition.»

3. Modification de l'article 5.1 des Statuts qui aura la teneur suivante:

« 5.1. La Société est formée pour une période limitée. Le terme de la Société arrivera automatiquement à échéance lors de la date effective d'une Cession directe ou indirecte de l'entière de la participation de la Société ou, le cas échéant, d'un Affilié de la Société dans Moleskine à une Personne, à moins que cette Personne soit un Affilié de la Société dans lequel la Société détient directement ou indirectement la majorité du capital social, et les Gérants seront nommés liquidateurs de la Société conformément à l'article 21.2 des présents Statuts.»

4. Divers.

3. Que les Associés ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution:

L'entièreté du capital social étant représenté à la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux convocations, les Associés représentés se considérant eux-mêmes comme dûment convoqués et déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour, lequel leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution:

L'Assemblée décide d'insérer une nouvelle définition de «Personne» et de «Transfert» dans la section définition de l'article 1 des Statuts, ces définitions ayant la teneur suivante:

«Personne signifie tout(e) individu, société, firme, association, organisation non constituée ou personne morale.

Cession signifie tout acte de vente ou tout autre acte ou contrat, qu'il soit effectué entre vifs ou à cause de mort, avec ou sans contrepartie de valeur (incluant sans limitation, ventes, échanges, usufruit, apports au capital social, création de sûretés réelles, exécution de garantie, ventes forcées et cession forcées, l'octroi de droits de propriété bénéficiaire ou tous autres droits d'usage ou droit de rétention, prêts de titres, fusions, ou produits dérivés) qui résultent en une cession directe ou indirecte de la propriété directe ou indirecte ou de tout droit sur ou en relation avec les actions ou les intérêts dans Moleskine à une Personne. Les termes "céder", "cédé", "cédant" et "cessionnaire" ont une signification consistante avec la présente définition.»

Troisième résolution:

L'Assemblée décide de modifier l'article 5.1 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** La Société est formée pour une période limitée. Le terme de la Société arrivera automatiquement à échéance lors de la date effective d'une Cession directe ou indirecte de l'entièreté de la participation de la Société ou, le cas échéant, d'un Affilié de la Société dans Moleskine à une Personne, à moins que cette Personne soit un Affilié de la Société dans lequel la Société détient directement ou indirectement la majorité du capital social, et les Gérants seront nommés liquidateurs de la Société conformément à l'article 21.2 des présents Statuts.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de EUR 1.300.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes et en cas de divergence entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, connu du notaire par ses nom, prénoms usuels, état civil et demeure, ledit mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. LA FORGIA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2010. Relation: LAC/2010/59690. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

-POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011018809/174.

(110022465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2011.

BlackRock Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1A, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 6.317.

Le bilan de la Société au 31 août 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

The Bank of New York Mellon (International) Limited / -

Luxembourg Branch / -

David Micallef / Christophe Carotchkine

Managing Director / -

Référence de publication: 2011037133/14.

(110040783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

[M]development, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5233 Sandweiler, 9, rue Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 151.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011037120/10.

(110041124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Adviser I Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 74.992.

Les comptes annuels au 31.8.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Thomas Amende / Roman Mertes

Référence de publication: 2011037127/11.

(110040671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Aviation Advisory Agency, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6795 Grevenmacher, 21, rue de Wecker.

R.C.S. Luxembourg B 23.462.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011037131/15.

(110040693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Blue Vision Investment Managers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 25, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 158.598.

STATUTS

L'an deux mille onze, le vingt-huit janvier.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Madame Bénédicte Colleaux, née le 13 octobre 1972 à Namur (Belgique), résidant à 2, boulevard Docteur Ernest Feltgen, L-1515 Luxembourg;

2) Monsieur Jean De Raemaeker, né le 17 mars 1949 à Etterbeek (Belgique), résidant à 25, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Madame Colleaux étant représentée par Madame Odette Alves, employée privée, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesdites parties comparantes, agissant es qualité, ont requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (les «Statuts») d'une société anonyme qui est ainsi constituée:

Titre I^{er} . - Forme - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société anonyme régie par le droit luxembourgeois ainsi que par les présents Statuts (la «Société»).

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est «Blue Vision Investment Managers S.A.».

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la Ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration, ou en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des actionnaires prise à la majorité requise pour la modification des Statuts.

Lorsque le conseil d'administration de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il peut transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision du conseil d'administration.

Art. 4. Objet. L'objet de la Société est d'investir, d'acquérir et de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes formes de sociétés ou entités, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir, directement ou indirectement, par des participations, des apports, achats, options, titres, obligations, créances, billets ou de toute autre manière, tous titres, sûretés, droits, intérêts, brevets et licences ou tout autre titre de propriété que la Société jugera opportun, et plus généralement de les détenir, gérer, développer, grever, vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées.

La Société pourra également prendre part, assister ou participer à toutes transactions y compris financières ou commerciales, accorder à toute société qu'il s'agisse d'une filiale, d'une entité associée d'une façon quelconque avec la Société ou de toute autre société dans laquelle elle a un intérêt financier direct ou indirect ou tout autre intérêt, ou toute autre société, tout concours, prêt, avance ou garantie, ainsi qu'emprunter ou lever des fonds de quelque manière que ce soit et garantir le remboursement de toute somme empruntée.

La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société n'exercera pas directement d'activité industrielle et ne tiendra pas d'établissement commercial ouvert au public.

Enfin la Société pourra prendre toute action et mener toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet afin d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II. - Capital - Actions

Art. 6. Capital. Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par trois millions cent mille (3.100.000) actions ayant une valeur nominale de un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, toutes souscrites.

Toutes les actions sont nominatives. Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société et mentionnera le nom et l'adresse de chaque actionnaire, le nombre des actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune des actions ainsi que la date et les informations relatives à tout transfert ou conversion en actions au porteur. La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant à la même majorité que celle requise pour la modification des Statuts.

Art. 7. Droits de vote. Chaque action confère un droit de vote identique et chaque actionnaire dispose de droits de vote proportionnels au nombre de actions qu'il détient.

Art. 8. Indivisibilité des actions. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

Art. 9. Transfert des actions et rachat des actions. Les actions sont librement cessibles. Toute cession d'actions nominatives se fera par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre des actionnaires de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou des fondé(s) de pouvoir ainsi que suivant les dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert à partir desquels les consentements du cédant et du cessionnaire seront établis et jugés suffisants par la Société.

La Société peut racheter ses propres actions conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Le rachat est décidé par une résolution prise par un vote des actionnaires à la majorité requise pour la modification des Statuts.

Les actions rachetées devront être annulées et le capital social réduit en conséquence.

Titre III. - Administrateurs

Art. 10. Nomination des administrateurs. La Société sera administrée par un conseil d'administration qui sera composé d'au moins trois administrateurs.

Aucun administrateur n'a à être actionnaire de la Société. Les administrateurs sont nommés pour une période ne pouvant excéder six ans, renouvelable, par une résolution des actionnaires représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. La rémunération, le cas échéant, des administrateurs est déterminée de la même manière.

Cependant, en cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les administrateurs restants peuvent coopter un autre administrateur pour pourvoir au mandat vacant jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société.

Un administrateur peut être révoqué, à tout moment, par une résolution des actionnaires représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Art. 11. Pouvoirs des administrateurs. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des actionnaires seront de la compétence du conseil d'administration.

Art. 12. Délégation de pouvoirs. Le conseil d'administration peut déléguer, conformément à l'article 60 de la Loi, pour une période déterminée son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société. Le conseil d'administration déterminera les pouvoirs et la rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

La gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière peuvent être délégués à au moins deux administrateurs directeurs, gérants et autres agents agissant seuls ou conjointement et qui n'ont pas à être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société.

Art. 13. Représentation. La Société est engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, ou par les signatures conjointes ou unique de toute(s) autre(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration, et ce, dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 14. Réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui présidera toutes les réunions du conseil d'administration. En l'absence du président, le conseil d'administration pourra être présidé par un administrateur présent et nommé à cet effet.

Le conseil d'administration peut également choisir un secrétaire qui n'a pas à être administrateur ou actionnaire de la Société et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou sur demande de deux administrateurs.

La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, sera donnée à l'ensemble des administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnés dans la convocation à la réunion. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite sur accord de chacun des administrateurs, ou lorsque tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre administrateur pour le représenter. Un administrateur peut représenter plus d'un administrateur.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant aux administrateurs participant d'être identifiés. Ces moyens doivent, en outre, permettre à l'ensemble des administrateurs participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle réunion doit être initiée depuis le Grand-Duché de Luxembourg et une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil d'administration est dûment tenue quelqu'en soit l'objet si, au commencement de celle-ci, sont présents en personne ou représentés au moins la moitié du nombre total des administrateurs.

Les décisions du conseil d'administration sont valablement prises par une résolution approuvée lors d'une réunion du conseil d'administration de la Société dûment réunie par vote d'au moins la moitié des administrateurs présents et représentés qui ont voté et ne se sont pas abstenus.

En cas de partage des voix lors d'un vote, la voix du président est prépondérante.

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 15. Responsabilité des administrateurs. Aucun administrateur n'engage sa responsabilité personnelle pour des engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société dans le cadre de ses fonctions d'administrateur de la Société et conformément aux Statuts.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le conseil d'administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire. Un rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société qui devra ratifier une telle transaction.

Titre IV. - Actionnaires

Art. 17. Assemblées générales. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Une assemblée générale des actionnaires devra être tenue annuellement au Grand-Duché de Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre lieu indiqué dans la convocation, le 1^{er} juin à 16.00 heures ou le jour ouvrable suivant si ce jour est férié.

D'autres assemblées générales d'actionnaires pourront se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation.

Les assemblées générales d'actionnaires sont convoquées par le conseil d'administration ou à défaut, elles sont convoquées par les actionnaires représentant au moins dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour de la réunion sont envoyées à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant l'assemblée en indiquant l'heure et le lieu de la réunion.

Tout actionnaire peut prendre part à une assemblée générale des actionnaires par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant aux actionnaires participant d'être identifiés. Ces moyens doivent, en outre, permettre à l'ensemble des actionnaires participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Dans ce cas, le ou les actionnaire(s) concerné(s) est/sont censés être présent(s) pour le calcul du quorum de présence et de la majorité.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut se faire représenter et agir à toute assemblée générale en nommant comme mandataire et par écrit un tiers qui n'a pas à être actionnaire de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale des actionnaires sont valablement adoptées par la majorité des votes émis par les actionnaires présents ou représentés disposant d'un droit de vote. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les actionnaires sont convoqués par lettre recommandée à une deuxième assemblée. Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions sont valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

Toutefois, les résolutions décidant de modifier les Statuts ne pourront être adoptées que par une résolution adoptée à la majorité d'au moins deux-tiers des droits de vote des actionnaires présents ou représentés qui ont voté, ne se sont pas abstenus ou dont le vote n'est pas nul et si l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires.

Titre V. - Exercice social - Comptes sociaux - Profits - Surveillance

Art. 18. Exercice social. L'exercice social de la Société commence chaque année le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 19. Comptes annuels. Tous les ans, à la clôture de l'exercice social, le conseil d'administration dresse un bilan et un compte de pertes et profits conformément à la Loi, auxquels un inventaire est annexé, l'ensemble de ces documents, constituant les comptes annuels, sera soumis à l'assemblée générale des actionnaires pour approbation.

Art. 20. Répartition des bénéfices. Le solde du compte de pertes et profits, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'assemblée générale des actionnaires, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale de la Société. Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint un dixième (1/10^{ème}) du capital social, mais devront être repris à tout moment si celle-ci devait être entamée pour quelque raison que ce soit jusqu'à entière reconstitution.

Le bénéfice restant est affecté par résolution des actionnaires représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, décidant de sa distribution aux actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent, de son report à nouveau, ou de son allocation à une réserve distribuable.

Art. 21. Dividendes intermédiaires. Nonobstant ce qui précède, le conseil d'administration peut décider de verser des acomptes sur dividendes avant la clôture de l'exercice social, sur la base d'un état comptable établi par le conseil d'administration, duquel doit ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts.

Art. 22. Surveillance. La surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s), actionnaire(s) ou non, nommé(s) par résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société. Leur mandat pourra être renouvelé par résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la Loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre des Sociétés ainsi que les comptes annuels seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires pourra cependant nommer un réviseur d'entreprise agréé à tout moment.

La surveillance de la Société n'a pas à être confiée à un ou plusieurs commissaire(s) si un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) est/sont nommé(s).

Titre VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 23. Dissolution. La dissolution de la Société est décidée par l'assemblée générale des actionnaires par une résolution prise à la majorité requise pour la modification des Statuts.

Art. 24. Liquidation. La liquidation de la Société sera menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'assemblée générale des actionnaires par une résolution prise à la majorité requise pour la modification des Statuts, résolution qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations éventuelles. Lors de la clôture de liquidation, les avoirs de la Société seront attribués aux actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence à la date de constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2011.
- 2) L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunira pour la première fois le 1^{er} juin 2012.

Souscription - Paiement

Les trois millions cent mille (3.100.000) actions ont été souscrites comme suit:

(1) Mme Bénédicte Colleaux, susmentionnée	1.550.000 actions
(2) M. Jean De Raemaeker, susmentionné	1.550.000 actions
Total:	3.100.000 actions

Lors de la constitution, les actions ont été libérées à concurrence d'un quart (1/4) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de sept mille sept cent cinquante euros (7.750,- EUR) est à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage de fonds.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et en confirme expressément l'accomplissement. Il confirme, en outre, que ces Statuts sont conformes aux prescriptions de l'article 27 de la Loi.

Frais

Le montant des frais, dépenses, coûts ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, est approximativement évalué à mille trois cents euros (1.300,- EUR).

Résolutions des actionnaires

Immédiatement après la constitution de la Société, les parties comparantes, représentant la totalité du capital social souscrit, se sont constituées en assemblée générale des actionnaires, à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées.

Après avoir constaté que celle-ci est régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

- Monsieur Jean De Raemaeker, Ingénieur commercial, né le 17 mars 1949 à Etterbeek (Belgique), résidant professionnellement au 25, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Madame Bénédicte Colleaux, conseil fiscal, née le 13 octobre 1972 à Namur (Belgique), résidant professionnellement au 2, boulevard Docteur Ernest Feltgen, L-1515 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Monsieur Jean Noël Lequeue, administrateur de sociétés, né le 18 décembre 1946 à Lincet (Belgique), résidant professionnellement au 2, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

sont nommés administrateurs de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se réunira au siège social de la Société en 2016.

2. ATS Consulting s.à.r.l., ayant son siège social 39, route d'Arlon, L-8410 Steinfort, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.219 est nommé commissaire jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui tiendra place au siège social de la Société en 2016.

3. Le siège social de la Société est établi à 25, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. De Raemaeker, O. Alves et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} février 2011. LAC/2011/5177. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2011.

Référence de publication: 2011017533/253.

(110021428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2011.

Bishops Avenue S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 8.995,98.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.135.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour Bishops Avenue S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011037132/13.

(110040816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Baron de Cartier d'Yves Participations S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 13A, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 65.685.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 28 octobre 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société anonyme Baron de Cartier d'Yves Participations S.A.H..

Ce même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole Besch, juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et a désigné comme liquidateur Maître Georges Wirtz, avocat, demeurant à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Georges Wirtz

Le liquidateur

Référence de publication: 2011037135/17.

(110041043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Ecu Gest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 41, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 41.806.

In the year two thousand and ten, on the twenty-third of December.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg,

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of ECU GEST HOLDING S.A, a société anonyme, having its registered office in Luxembourg, (R.C. Luxembourg B 41.806), incorporated pursuant to a notarial deed on the 28th October 1992, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 31 of January 22, 1993. The Articles of Incorporation have been modified for the last time pursuant to a notarial deed of the 19th July 2002, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 1426 of October 2, 2002.

The meeting was opened with Mr Emile WIRTZ, director, residing professionally in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mrs Annick BRAQUET, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Arlette SIEBENALER, private employee, residing professionally in Luxembourg. The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the present meeting has been duly convened by registered mail to all the shareholders.

II.- That the agenda of the meeting is the following:

Amendment of Article 2 of the Articles of Incorporation regarding the corporate object as follows:

"The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose."

III.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

IV.- That it results from the attendance list that out of the 2,000 shares representing the entire capital, 1,980 shares are represented at the present meeting.

V.- That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolution:

Resolution

The meeting decides to amend Article 2 of the Articles of Incorporation regarding the corporate object as follows:

"The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose."

The meeting further decides to amend the German version of Article 15 of the Articles of Incorporation as follows:

"Für alle nicht in dieser Satzung festgelegten Punkte, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf die späteren Änderungen."

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendzehn, am dreiundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg,

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft ECU GEST HOLDING S.A., mit Sitz in Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 41.806, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Aktiengesellschaft ECU GEST HOLDING S.A. wurde gegründet gemäss notarieller Urkunde vom 28. Oktober 1992, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 31 vom 22. Januar 1993. Die Satzung wurde zum letzten Mal abgeändert gemäss notarieller Urkunde vom 19. Juli 2002, welche im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1426 vom 2. Oktober 2002 veröffentlicht wurde.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Herrn Emile WIRTZ, Verwaltungsratsmitglied, beruflich wohnhaft in Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Sekretär Frau Annick BRAQUET, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Arlette SIEBENALER, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Der Vorsitzende stellt unter Zustimmung der Versammlung fest:

I.- Gegenwärtige Versammlung wurde regelrecht einberufen durch Einschreibebriefe an alle Aktionäre.

II.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Abänderung von Artikel 2 der Satzung wie folgt:

„Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften, sonstige Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ebenfalls den Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.“

III.- Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sowie die Stückzahl der vertretenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen; diese Anwesenheitsliste welche durch die anwesenden Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter und den Versammlungsvorstand gezeichnet wurde bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, welche durch die Erschienenen ne varietur paraphiert wurden, bleiben gegenwärtiger Urkunde ebenfalls beigelegt.

IV.- Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass von 2.000 Aktien welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen, 1.980 Aktien auf gegenwärtiger Versammlung vertreten sind.

V.- Gegenwärtige Versammlung ist somit regelrecht zusammengesetzt und ist befugt über vorstehende Tagesordnung zu beschliessen.

Alsdann wird nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgender Beschlussegefasst:

Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Artikel zwei der Satzung wie folgt abzuändern:

„Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften, sonstige Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ebenfalls den Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.“

Die Generalversammlung beschliesst des weiteren Artikel 15 der Satzung wie folgt abzuändern:

„Für alle nicht in dieser Satzung festgelegten Punkte, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf die späteren Änderungen.“

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben. Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, in der Amtsstube des unterzeichneten Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, stellt fest, dass gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Verlangen der Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung bindend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: E. WIRTZ, A. BRAQUET, A. SIEBENALER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2010. Relation: LAC/2010/60122. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): T. BENNING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 7. Februar 2011.

Référence de publication: 2011020175/125.

(110024638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2011.

Bioone Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8057 Bertrange, 13-15, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 142.338.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011037137/10.

(110040688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Biscalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 153.957.

Extrait de la résolution de l'administrateur unique du 23 février 2011

Décision:

L'Administrateur unique décide de transférer le siège social de la société à l'adresse suivante avec effet au 4 février 2011:

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Pour copie conforme

Signature

Administrateur unique

Référence de publication: 2011037138/16.

(110040601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Business Investor Market, Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 147.647.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 7 février 2011

Résolutions:

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité,

- de transférer le siège social au 1 rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg avec effet au 4 février 2011.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011037139/14.

(110040602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

C&L (Lux 1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 116.156.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2011.
Alexandra Petitjean
Gérant

Référence de publication: 2011037140/12.

(110041082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Canons Close S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 8.995,98.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 130.138.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour Canons Close S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2011037141/13.

(110040814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Cave Pearls S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 140.281.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 Mars 2011.
Godfrey Abel / Martina Schümann
Gérants

Référence de publication: 2011037142/13.

(110041094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

Crèche Mes Premiers Pas, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2167 Luxembourg, 115, rue des Muguets.
R.C.S. Luxembourg B 148.963.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011037144/10.

(110041122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

**Sciens International GP Heliosphera Holdings, Société en Commandite simple,
(anc. Plainfield SP SECS Holdco I).**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 151.327.

In the year two thousand and ten, on the thirtieth day of December.
Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

- Sciens International Investments and Holdings S.A., a Greek company with registered address at 10 Solónos Street, 10673 Konolaki, Athens, Greece,

here represented by Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing professionally in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal given in New York (USA) on 28 October 2010,

- Sciens International GP LLC, with registered address at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, 19808 County of New Castle, Delaware, USA,

here represented by Mr Frank Stolz-Page, prenamed,
by virtue of a proxy under private seal given in New York, (USA), on 28 October 2010.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are the sole members of Plainfield SP SECS Holdco I (the "Company"), a société en commandite simple with registered office at 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 151.327, incorporated pursuant to a notarial deed dated 21 December 2009 and whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dated 23 March 2010, number 619.

The appearing parties, represented as stated above, representing the whole corporate capital, then ask the undersigned notary to record their resolutions as follows:

First resolution

The shareholders resolve to change the name of the Company into Sciens International GP Heliosphera Holdings SECS.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the shareholders resolve to amend article 1 of the Articles of the Company, which shall now read as follows:

" **Art. 1. Name.** There exists a société en commandite simple under the name "Sciens International GP Heliosphera Holdings" (hereafter the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles)."

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed.

WHEREOF the present deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing parties, said proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède.

L'an deux mille dix, le trentième jour de décembre.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- Sciens International Investments and Holdings S.A., une société de droit grec ayant son siège social à 10 Solonos Street, 10673 Konolaki, Athens, Greece

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à New York (USA), le 28 octobre 2010.

- Sciens International GP LLC, ayant son siège social à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, 19808, Delaware, USA

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à New York (USA), le 28 octobre 2010.

Les procurations signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes sont les seules associées de Plainfield SP SECS Holdco I (la "Société"), une société en commandite simple dont le siège social se trouve au 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, enregistré auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151.327, constituée suivant

acte notarié en date du 21 décembre 2009 dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 23 mars 2010, numéro 619.

Les comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, ont demandé au notaire soussigné d'acter leurs résolutions comme suit:

Première résolution

Les associées décident de changer la dénomination de la Société en Sciens International GP Heliosphera Holdings SECS.

Seconde Résolution

En conséquence de la résolution qui précède, les associées décident de modifier l'article 1 des Statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il existe une société en commandite simple sous la dénomination "Sciens International GP Heliosphera Holdings" (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la Loi), ainsi que par les présent statuts (ci-après les Statuts).»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande du mandataire des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. STOLZ-PAGE et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 janvier 2011. LAC/2011/1172. Reçu soixante quinze euros €75,-

Le Receveur ff. (signé): BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 3 février 2011.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2011020006/89.

(110023218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

**WestPlan Industrie Holding A.G., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. WestPlan Industrie Holding A.G.).**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 105, Val Ste Croix.

R.C.S. Luxembourg B 59.869.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 25 février 2011.

Référence de publication: 2011028465/11.

(110034494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2011.

Aruba S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 154.134.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 27 février 2011.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2011028518/11.

(110034552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2011.

Opticontact S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4771 Pétange, 9, rue du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 7.189.

DISSOLUTION

L'an deux mille dix, le huit décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Madame Berthe LOOS, mère au foyer, née à Wecker-Gare, le 8 mai 1932, veuve de feu Monsieur Léon MULLER demeurant à L-4771 Pétange, 9, rue du Parc, ici représentée par Monsieur Jean-Marie BODEN, gérant de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante a par son mandataire requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

a.- Que la société à responsabilité limitée "OPTICONTACT S.à r.l.", avec siège social à L-4771 Pétange, 9, rue du Parc, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 7.189, a été constituée suivant acte sous seing privé en date du 23 décembre 1965, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 13 du 7 février 1966, et que les statuts ont pas été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange en date du 15 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 543 du 18 juillet 2001.

b.- Que le capital social est fixé à cinq cent mille Francs Luxembourgeois (500.000,- LUF) soit douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros et soixante-six cents (12.394,67 EUR), représentée par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale de mille Francs Luxembourgeois (1.000,- LUF).

c.- Que la comparante est devenue la seule et unique associée de ladite société.

d.- Que l'activité de la société ayant cessé et que la comparante, en tant qu'associée unique, siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la société, prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

e.- Que l'associée unique se désigne elle-même comme liquidatrice de la société.

f.- Que la liquidatrice requiert le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réglée tout le passif de la société dissoute, moyennant reprise par l'associée unique l'intégralité de l'actif et du passif, et avoir transféré tous les actifs au profit de l'associée unique.

g.- Que la comparante est investie de tous les éléments actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

h.- Que partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

i.- Que décharge pleine et entière est accordée à la gérance de la société pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

j.- Que partant, la liquidation de la société est achevée.

k.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la société dissoute à L-4771 Pétange, 9, rue du Parc.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de sept cent cinquante euros, sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Jean-Marie BODEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 décembre 2010. Relation GRE/2010/4435. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 20 janvier 2011.

Référence de publication: 2011020367/52.

(110024191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2011.
